
MESSAGE A LA NATION

prononcé par Son Excellence

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DE COTE D'IVOIRE

A L'OCCASION

DU DIX-SEPTIÈME ANNIVERSAIRE

DE L'INDÉPENDANCE

ABIDJAN, LE 7 DÉCEMBRE 1977

MESSAGE A LA NATION

prononcé par Son Excellence

Félix HOUPHOUET-BOIGNY

PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

DE COTE D'IVOIRE

A L'OCCASION

DU DIX-SEPTIÈME ANNIVERSAIRE

DE L'INDÉPENDANCE

ABIDJAN, LE 7 DÉCEMBRE 1977

Ivoiriens,

Ivoiriennes,

Chers compatriotes,

Dix-sept ans, c'est l'âge où déjà se devinent les traits physiques et moraux de l'adulte, l'âge de l'ardeur si une autorité compréhensive et pourtant ferme ne les lacunes de l'éducation présages à de futurs renoncements peuvent se manifester et compromettre l'avenir si une autorité compréhensive et pourtant ferme ne redresse pas les égarements et ne remet pas sur le droit chemin.

Pour un pays neuf qui a surmonté ses maladies d'enfance, résisté aux tempêtes monétaires et économiques, accumulé un capital substantiel de connaissances et d'équipements, acquis, avec de nombreux amis, une stature internationale respectée, c'est aussi le moment de se garder des mirages trompeurs, de maîtriser ses défauts, inhérents à toute entreprise humaine, et de redoubler d'efforts pour mettre en valeur les richesses que Dieu et la nature lui ont confiées et assurer avec sa propre existence, un avenir de paix et de prospérité pour ses enfants.

On a bien voulu, trop souvent à mon gré, m'appeler du nom flatteur de Père de la Nation. C'est comme un père réunissant sa famille à l'occasion d'une fête que

je vais vous dire mes motifs de satisfaction et mes inquiétudes. Comme un père, que je signalerai les erreurs et les moyens que j'entends prendre pour les redresser.

Cette année encore, notre marche en avant s'est poursuivie et à l'exception de quelques secteurs défavorisés par les aléas climatiques, le travail de nos paysans a assuré la majeure partie de nos ressources et, grâce à une conjoncture favorable, permis, tout en leur garantissant une meilleure rétribution de leurs efforts, de mettre à la disposition de la Nation les importants moyens d'investissement que nécessite sa croissance.

Dans le domaine des cultures d'exportation — notamment le café et le cacao — le rajeunissement de nos plantations et le perfectionnement des techniques nous permettent non seulement de conserver notre rang mais encore de penser sans forfanterie l'améliorer encore.

A ces cultures, qui constituèrent longtemps la base de l'économie ivoirienne, sont venus s'ajouter avec le succès que l'on connaît le palmier à huile, le cocotier, la banane et l'ananas, puis l'hévéa et, plus au nord, le coton, sans parler du riz devenu un aliment de base essentiel de notre consommation intérieure. Je ne referai pas l'historique de l'agriculture ivoirienne que tout le monde connaît. Je dirai simplement que l'effort de diversification et de développement équilibré des régions se poursuit et se poursuivra. Pour ne citer que le plan sucrier, après un départ délicat car tout était à créer ab nihilo, Ferké I a déjà produit 31.500 tonnes de sucre pendant la campagne 1976-1977 et trois nouveaux complexes devraient entrer en production dans un peu plus d'un an.

L'élevage et la pêche, pour essentiels qu'ils soient à une économie équilibrée, ne peuvent, pour des raisons aisément compréhensibles, aboutir rapidement à des résultats aussi spectaculaires, ne serait-ce que par ce que notre pays ne leur était pas traditionnellement attaché. Notre politique de couverture, au moins partielle, de nos besoins devrait porter cependant ses fruits dès l'horizon 1980, en particulier pour les porcins et les volailles au cycle de reproduction rapide et qui ne posent pas les problèmes d'espace des bovins et des ovins.

Quant aux forêts, capital précieux mais très largement écorné et toujours menacé, des mesures sont en cours pour sauvegarder ce qui demeure, procéder à une reconstitution progressive et constituer un domaine forestier permanent de l'Etat.

On peut donc dire que dans l'ensemble, les perspectives sont bonnes. Que nos paysans soient assurés que dans leur lutte incessante, rien ne sera ménagé sur le plan de l'encadrement et des techniques, comme du stockage, de la commercialisation, du conditionnement, pour que leur travail aboutisse au meilleur rendement possible et à la meilleure rémunération compatible avec les aléas des marchés. C'est, entre autres, un des objectifs des nombreux projets d'industries, de conserverie et de transformation des produits agricoles qui sont actuellement à l'étude.

Parallèlement, tout sera fait pour que ces progrès, qui contribuent puissamment à l'enrichissement du pays, s'accompagnent des mutations nécessaires dans les conditions de vie du monde rural. L'équipement et l'hygiène des villages, l'électrification, le forage de puits, la bonne qualité des voies de communications, tout ce qui peut faciliter la vie et rompre l'isolement doit être la préoccupation des services compétents au même titre que la conduite de l'agriculture proprement dite.

Alors que vient de mourir l'inventeur du stakhanovisme qui a mené à de tristes excès, nous ne devons pas oublier que le travail bien fait et la préservation de la qualité de la vie sont inséparables, le premier, parce qu'il donne à l'homme sa fierté et sa justification au sein de la société, la seconde, parce qu'elle permet de supporter sans dommages l'effort et ses contraintes et leur donne l'irremplaçable compensation de l'épanouissement spirituel. L'homme qui a faim n'est pas un homme libre. Celui qui est écrasé par les préoccupations matérielles n'a ni le temps ni le courage ni la force de s'élever au-dessus des contingences immédiates et de se conduire en être pensant.

Cependant, qu'elles que soient les richesses que nous tirons de notre terre, quel que soit l'équilibre de la vie paysanne et notre souci de la préserver, quels que soient les dangers de la pollution et de l'urbanisation qui accompagnent si l'on n'y prend garde, le développement de l'industrialisation, la Côte d'Ivoire se doit de donner au secteur secondaire la place qu'il mérite et est en voie d'y parvenir. Si les trois quarts de la population vivent encore de l'agriculture, si l'industrie ne représente encore que 18 % de la production nationale, elle a progressé régulièrement chaque année de plus de 10 % en valeur réelle. Et cet accroissement est tout à fait souhaitable et nécessaire. N'oublions pas, en effet, qu'au moment où la modernisation de l'agriculture et la recherche d'un moindre coût de production tendent à diminuer la demande de main-d'œuvre qui lui est attachée, 54 % de notre population a moins de vingt ans et qu'il convient de lui trouver du travail, n'oublions pas, par ailleurs, que le développement de l'éducation place déjà et placera encore davantage sur le marché de l'emploi des candidats de plus en plus aptes à maîtriser, à tous les niveaux, les techniques industrielles.

N'oublions pas surtout que, sans chercher à créer un système autarcique qui serait une chimère, nous devons faire en sorte d'essayer de satisfaire au maximum nos propres besoins et de donner un maximum de valeur ajoutée aux produits que nous exportons. D'autre part, pour contribuer au développement de nos régions et éviter que notre capitale ne devienne l'énorme tête d'un corps exsangue, la politique d'implantation de nouvelles industries à l'intérieur sera poursuivie. Un premier pas a été accompli, dans ce sens, puisqu'en 1970, presque 100 % du chiffre d'affaires des industries ivoiriennes se traitait à Abidjan et qu'en 1976, ce taux était descendu à 80 %.

Qui dit développement de la production nationale dit aussi développement du commerce intérieur et extérieur, et nécessité pour le pays d'en prendre le contrôle dans la mesure évidemment où il s'en donne les moyens. Je me réjouis ainsi de l'accroissement de notre flotte marchande et des progrès enregistrés dans le fonctionnement des coopératives, du nombre sans cesse croissant de créations de magasins dans les villages, en concomitance avec la formation de gérants et employés qualifiés. Comme, par ailleurs, nous disposerons de plus en plus de cadres supérieurs aptes à la gestion et à la direction d'entreprises commerciales, nous devrions pouvoir dans un avenir assez proche acquérir la maîtrise de notre système commercial. Ce qui était tout à fait nécessaire et logique en temps normal devient vital alors que les géants industriels se préparent à de dures batailles pour préserver leur position dominante face aux ambitions des pays nouvellement équipés qui s'efforcent de se faire une place sur les marchés mondiaux.

Cela m'amène à aborder un important sujet, bien souvent évoqué, mais qui fait constamment l'objet de commentaires où la mauvaise foi le dispute à l'incons-

cience. Je veux parler de l'ivoirisation et de certains contrôles qui remettraient en cause la politique de libéralisme menée jusqu'ici par la Côte d'Ivoire.

Il tombe sous le sens que, à qualification égale, le ressortissant d'un pays donné doit avoir la priorité pour occuper un poste ou un emploi dans son propre pays. C'est cette qualification qui est un objectif majeur de toutes les structures de formation, universitaires, scolaires et parascolaires dont nous disposons. Il est non moins évident, qu'il serait suicidaire de retarder le développement du pays ou de se refuser à ouvrir de nouveaux secteurs d'activité en se privant par nationalisme étroit de faire appel aux techniciens que nous manquent ou en étouffant des initiatives qui profitent à la Côte d'Ivoire les pays hautement développés dont les Etats-Unis sont le meilleur exemple, se sont enrichis et s'enrichissent encore par l'apport d'immigrants qui leur ont apporté leur intelligence, leur culture et leur travail. Notre pays, je l'ai dit et je le répète, est ouvert sans distinction à tout ce qui peut, hommes, capitaux et techniques, contribuer à sa vie et à sa croissance tout en retirant le juste fruit de son effort ou des risques encourus. C'est le libéralisme tel que je le comprends et le défends. Il nous a permis d'occuper la place enviée qui est la nôtre.

Cet état d'esprit ne signifie pas pour autant que la porte demeure ouverte aux affairistes véreux, aux parasites de tous ordres, corrompus et corrupteurs et qui font le plus grand tort non seulement aux Ivoiriens mais aussi aux étrangers, individus et sociétés honnêtes, à qui une population mal informée peut les assimiler, en leur disant qu'ils n'ont que faire en Côte d'Ivoire, je n'en suis que plus à l'aise pour confirmer toute mon estime et toute mon amitié à ceux qui œuvrent étroitement, honnêtement et fraternellement à nos côtés.

Il serait, en effet, trop facile de faire de nos hôtes les boucs émissaires chargés de tous les péchés dont notre croissance n'a pas manqué. L'afflux d'argent qu'elle a entraîné a aveuglé certains et j'ai dû, à mon corps défendant, prendre en plein accord avec le Bureau Politique des mesures de redressement et d'assainissement qui devenaient inévitables en dépit des avertissements que je n'avais cessé de prodiguer. Il est bon de temps en temps d'aérer un maison, d'en déplacer les meubles, cela révèle les nids de poussière et fait fuir les animaux de l'ombre. Il faut arracher régulièrement les mauvaises herbes et répandre des pesticides pour que la plantation soit belle.

C'est pourquoi je préviens solennellement, comme il est de mon devoir, tous ceux qui s'imaginent, rentrés dans leur coquille, qu'ils n'ont qu'à attendre la fin de la bourrasque pour reprendre leurs confortables trafics, qu'ils se trompent lourdement.

Sans tracasseries, mais de façon permanente et sous ma surveillance personnelle, la lutte sera impitoyablement menée contre les maux que j'ai stigmatisés. Que les dirigeants qui se servent eux-mêmes au lieu de servir l'Etat, que les hommes d'affaires et chefs d'entreprise qui perdent le sens de l'intérêt commun et compromettent par une gestion malhonnête la situation des travailleurs qu'ils emploient, que les planteurs et intermédiaires qui se livrent à des exportations frauduleuses, que les agents de l'Etat qui trafiquent de leurs fonctions, en un mot que tous ceux qui perdent le sens de la solidarité nationale et vendent leur âme au veau d'or se le tiennent pour dit. Le temps de l'indulgence est passé.

Partout dans le monde, les jeunes générations observent avec déception et parfois désespoir que les idéaux de justice et d'honnêteté dont elles ont soif

instinctivement, sont bafoués par ceux-là même qui devraient donner l'exemple. Le cynisme est à la mode. L'esprit de jouissance fait recette et la morale n'est plus enseignée que du bout des lèvres par des éducateurs désabusés. Les mêmes signes de décomposition qui ont précédé et accompagné la chute des plus grands empires, des dynasties les plus brillantes, se découvrent chaque jour dans la presse, dans les spectacles, dans la vie quotidienne. Loin de moi la pensée de vouloir imposer à notre pays un style de vie étroit et puritain qui serait si contraire à notre goût naturel et sain de la fête et de la joie d'exister. Mais à quoi servirait de consentir des sacrifices considérables, dois-je rappeler que 38 % de notre budget est consacré à l'éducation ? S'il s'agissait simplement de préparer la relève aux guichets de la concussion et de la prévarication ?

Certes, la jeunesse n'est pas exempte de reproches et le dernier congrès du M.E.E.C.I. en a donné tristement la preuve, mais si nous lui donnons enfin l'exemple de l'honnêteté, de la constance dans l'effort, de la charité à l'égard des humbles, de la simplicité dans le comportement, l'immense capital de bonne volonté et de désintéressement qu'elle représente sera préservé et avec lui l'avenir de notre pays.

La vigilance à l'intérieur de notre maison est le premier de nos devoirs. N'oublions pas pour autant la vigilance à l'extérieur qui est tout aussi nécessaire. La Côte d'Ivoire ne cesse de trouver de nouvelles amitiés, d'approfondir et de renforcer celles qui existent. Les visites que nous avons reçues, celles que j'ai pu faire en 1977 en Europe, en Afrique, et aux portes de l'Asie, m'ont démontré le très vif intérêt que l'on portait à notre pays, à sa politique, que son rayonnement était sans commune mesure avec l'importance relative de sa population et de ses ressources. Nous continuerons à imposer le respect par notre sens de la

mesure, notre esprit constant de conciliation, notre refus des outrances verbales. Nous mettrons ce capital de confiance et tout notre courage au service de la paix, jamais rebutés par les échecs et les déceptions qui n'ont pas manqué encore cette année.

J'ai exposé chaque fois que je l'ai pu et en particulier devant mes pairs de l'Organisation de l'Unité Africaine les convictions qui sont toujours les miennes, les objectifs qui me paraissent primordiaux pour la survie et le développement de l'Afrique, les moyens qui peuvent à moindre frais permettre de les atteindre.

Mes convictions, c'est que seule la paix donnera à notre continent la possibilité de consacrer toutes ses énergies à la mise en valeur de ses richesses spirituelles et matérielles qui sont immenses mais détournées et gaspillées en des conflits désastreux, à la libre circulation des hommes, des idées et des marchandises, au contact fructueux des cultures.

Mes objectifs, ils sont de faire disparaître les régimes racistes, de voir reconnue l'indépendance pleine et entière des peuples encore opprimés, de voir cesser les intrigues des grandes puissances et de leurs satellites pour qui l'Afrique n'est qu'un vaste échiquier où se déploient, à peine camouflées, leurs luttes idéologiques, leurs convoitises, le prix des parties étant le sang et les larmes de nos frères et leur enjeu les matières premières et les positions stratégiques.

Les moyens que je préconise, ce sont encore et toujours le dialogue et l'union, la discussion franche et ouverte dans le respect et la compréhension réciproques.

La Côte d'Ivoire a toujours aidé les mouvements de libération ; elle comprend parfaitement que la lutte armée puisse être la dernière issue possible. Mais à moins de vouloir ne conquérir que des cimetières, il faut toujours, à un moment ou à un autre, déposer les armes et négocier. Alors, pourquoi ne pas tout faire avant que l'irréparable ne s'installe ? Même relevées les ruines et ranimées les économies, des générations entières demeurent marquées, peut-être pour toute une vie, par les horreurs qu'elles ont subies quand elles ne les ont pas perpétrées. Il serait trop facile de citer des exemples.

Alors qu'un milliard d'hommes sont en état de misère, que près de nous la sécheresse menace à nouveau nos amis, on ne cesse d'alimenter l'appétit insatiable des arsenaux. Arrêtons-nous un instant sur ces quelques chiffres : l'endettement des pays en voie de développement est évalué à 200 milliards de dollars, soit 50.000 milliards C.F.A. Les dépenses de création d'un fonds de stabilisation des matières premières sont évaluées à 6 milliards de dollars, soit 1.500 milliards C.F.A., par le CNUCED. Au même moment, l'Institut International de Recherche pour la Paix de Stockholm évalué à plus de trois cents milliards de dollars, soit 75.000 milliards C.F.A. l'argent gaspillé en dépenses militaires. 15 % du volume total des achats d'armes étant représentés par le tiers monde. De tels chiffres qui font frémir se passent de commentaire.

Sachons cependant résister au vertige et raison garder car tout renoncement serait criminel. 1977 a présenté tout de même des aspects positifs dans son déroulement. Les négociations Salt sur la limitation des armements ont fait quelque progrès. Le dialogue Nord-Sud, s'il n'a pas abouti à des résultats concrets, à tout de même éclairé de façon ouverte et pacifique les positions des parties en présence. La conférence de Belgrade

qui est une des conséquences de la déclaration d'Hel-sinki a, certes, révélé d'innombrables manquements aux droits de l'Homme, mais les oppresseurs se sont trouvés en position de défense comme ils s'y sont trouvés au dernier congrès international des psychiatres. De même que la chute répétée d'une goutte d'eau peut entamer la roche la plus dure, de même la vérité finit toujours par percer les ténèbres les plus obscures. Il faut savoir attendre d'avoir raison.

Quant à notre continent, nous avons pu constater que les puissances occidentales ont accentué leur pression sur les régimes racistes d'Afrique Australe et mènent une véritable bataille diplomatique assortie de sanctions pour leur faire accepter l'évidence. Plus près de nous, la création de la CEDEAO nous donne l'espoir d'un vaste ensemble où francophones et anglophones trouveraient un marché à la dimension de leurs vastes projets de mise en valeur, réduiraient leur concurrence et qui constituerait un interlocuteur de poids dans les négociations économiques. Cela ne peut nous faire oublier les immenses sujets d'inquiétude que l'Afrique porte en ses flancs déchirés, mais cela nous permet de conserver l'espoir.

Mes chers compatriotes, vous vous demandez sans doute pourquoi je n'ai pas encore abordé une question qui est pour beaucoup d'entre vous d'une actualité heureuse et doit renforcer notre optimisme dans l'avenir de notre pays, c'est-à-dire, la découverte d'un gisement de pétrole exploitable à proximité de nos côtes. C'est que ce sujet appelle notre méditation et m'entraînera tout naturellement à la conclusion de mon propos.

Le pétrole mystérieusement engendré dans les entrailles de la terre n'a pas perdu le côté magique que les nomades du désert attribuaient bien avant qu'il fût exploité aux flammes qui paraissaient naître miracu-

leusement des étendues désolées. Reconnu source d'énergie, l'or noir mit aux prises, dès le début du siècle, les puissances industrielles dans un labyrinthe d'intrigues, de complots, de conflits plus ou moins larvés, il fit abattre des dynasties, justifier des annexions, fut le ressort secret de toute une politique dont le monde et singulièrement le Proche et le Moyen-Orient portent les stigmates. Si l'on considère qu'il fut à la base de toute la civilisation de l'automobile qui conditionne aujourd'hui encore l'urbanisme, qu'il permit le développement des gigantesques industries pétrochimiques, qu'il a en moins de quatre ans mis au premier plan de l'actualité des Etats à peine sortis du moyen âge, on n'aura encore que partiellement évoqué sa puissance, les rêves, les mythes et les crimes qu'il a engendrés.

Que signifie pour nous la tour qui illumine la nuit au large de Grand-Bassam ? D'abord, une économie de devises et, si nous ne sommes pas déçus, autrement dit, si nous obtenons une grande quantité de pétrole, l'immense avantage de ne pas être soumis pour ce qui concerne nos dépenses d'énergie aux aléas des cours mondiaux du pétrole. Cela signifie peut-être la possibilité de création d'une industrie pétrochimique avec ses retombées en matière d'emplois et d'activités annexes. Cela ne doit signifier en aucune façon un relâchement de nos efforts.

Cette manne envoyée par la Providence n'est pas éternelle. Les pays orientaux l'ont bien compris qui mènent une course entre l'épuisement prévisible des réserves dans quelques décennies et la nécessité de créer une économie agricole et industrielle qui puisse prendre le relais des revenus qu'ils tirent du sous-sol.

Nous avons, nous, l'assurance sur l'avenir qu'ils recherchent. Elle est dans nos champs, dans nos forêts, dans l'industrie que nous créons, dans les bras de nos travailleurs. Chaque centime que nous fera économiser

notre découverte devra être réinvesti dans l'équipement du pays, sa mise en valeur, l'amélioration du cadre de vie, le développement culturel, la recherche scientifique et technique, l'encouragement aux arts, en un mot ce qui peut rendre la Côte d'Ivoire plus heureuse et plus prospère. En aucun cas cette nouvelle source de richesse, au demeurant vraisemblablement modeste et en tout état de cause tarissable, ne doit constituer un encouragement à la paresse, à l'imprévoyance, au luxe vain et stérile, et encore moins à une folle politique de faux prestige.

Nos véritables trésors sont le travail, l'unité, la paix intérieure et la paix avec le reste du monde. L'étoile qui illumine la nuit au large de Bassam n'est pas l'annonce d'un nouveau messie, la promesse d'un paradis, et d'ailleurs nous savons que les paradis se perdent. Que cette dix-septième année de notre indépendance soit celle de notre renouveau, d'un départ plus affirmé et plus confiant vers notre destin.

Vive la Côte d'Ivoire !

Félix HOUPHOUET-BOIGNY.

Service de Presse. — Présidence de la République. — 1.000 ex
